



Au Moyen-Orient, une annonce choc sur Gaza

Sa campagne. Donald Trump avait fait plusieurs promesses pour la plupart assez générales concernant le Moyen-Orient : mettre fin au chaos dans la région, y garantir la paix et soutenir fermement Israël. Et aussi réprimer les manifestations pro-Palestine sur les campus américains. Sur l'Iran, il avait aussi préféré les déclarations plutôt vagues, indiquant avoir des idées « très fortes » pour résoudre la crise liée aux activités nucléaires militaires de l'Iran. Pendant la campagne, Donald Trump, tout en parlant d'une

pression maximale de type économique sur Téhéran, avait aussi indiqué sa disponibilité à négocier, une évolution de la part de celui qui avait retiré les Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien en 2018.

Sa présidence. Concernant Gaza, Trump a proposé à la surprise générale un plan qui a indigné le monde arabe mais a été très bien accueilli en Israël, celui de voir les Etats-Unis prendre le contrôle de la bande de Gaza alors que les Gazaouis seraient déplacés vers d'autres pays, dont

l'Égypte et la Jordanie. Après réfection, Gaza serait transformée en une sorte de « Riviera du Moyen-Orient ». Il a aussi réitéré son intention d'élargir les accords d'Abraham (reconnaissance mutuelle entre Israël et divers pays arabes) à l'Arabie saoudite. Sur l'Iran, il a réaffirmé le 6 février que ce pays « ne (pouvait) pas avoir d'arme nucléaire ». Il s'est encore dit disponible pour des négociations, malgré les réticences d'Israël. Il n'a toutefois pas encore défini le périmètre de ces négociations : s'agirait-il juste du pro-

gramme nucléaire, dont l'avancée alarme Israël et d'autres Etats, ou bien aussi de l'arsenal balistique et de la sécurité régionale ?

Ses actes. Dans le cadre de la lutte contre ce qu'il considère comme de l'antisémitisme, le président américain Donald Trump a promulgué, le 29 janvier, un décret ouvrant la voie à l'expulsion d'étudiants étrangers qui manifestent en faveur de la cause palestinienne. Pour le reste, ses annonces n'ont pas encore été mises en application. B.L.

Donald Trump a proposé de voir les Etats-Unis prendre le contrôle de la bande de Gaza alors que les Gazaouis seraient déplacés vers d'autres pays, dont l'Égypte et la Jordanie. © REUTERS.

Tentation impérialiste : Groenland et Panama en ligne de mire

Sa campagne. Trump est resté relativement discret sur sa volonté d'annexer le Groenland et le canal de Panama pendant sa campagne électorale. Cependant, déjà en 2019, lors de son premier mandat, le milliardaire avait annoncé vouloir acheter le Groenland, mais ça n'a jamais abouti. Donc, tout naturellement, en 2025, il réitère. Une fois élu et avant son entrée à la Maison-Blanche, le Républicain fait des annonces plus affirmées. Le 22 décembre, on peut lire sur sa plateforme Truth Social : « Pour des raisons de sécurité nationale et

de liberté dans le monde, les Etats-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue. » Début janvier, Trump menaçait le Danemark de représailles économiques si le pays contestait ses ambitions territoriales. Le même schéma est mis en place pour le canal de Panama. Fin décembre, il fait des déclarations sur Truth Social, menaçant de reprendre le contrôle du canal. Trump conteste l'influence chinoise sur cette voie de passage et les frais trop élevés imposés aux navires américains. Il exige

que le canal soit rendu aux Etats-Unis si le Panama ne peut garantir « un fonctionnement sûr, efficace et fiable ».

Sa présidence. « Le Groenland est un endroit merveilleux, nous en avons besoin pour la sécurité internationale. Je suis sûr que le Danemark va se faire à l'idée », répète-t-il le jour de son investiture devant des journalistes à la Maison-Blanche. Quant au canal de Panama, le nouveau président reste sur ses positions. « On ne l'a pas donné à la Chine, on l'a donné au Panama et on le reprend », prononce-

t-il lors de son discours d'investiture. **Ses actes.** Pour l'instant, aucun décret n'a été signé. Légalement, Trump ne peut pas annexer le Groenland. Ce territoire autonome est rattaché au Danemark, mais il peut décider, depuis 2008, de prendre son indépendance. A l'heure actuelle, les aspirations indépendantistes sont bien plus fortes que celles de se soumettre aux Etats-Unis. Notons qu'en réponse, des Danois ont souhaité répondre à cette volonté américaine en émettant une pétition satirique qui propose d'acheter la Californie... E.D.V. (ST)

Trancher à la hache dans les coopérations internationales

Sa campagne. Pour sa deuxième campagne, le candidat Trump a ressorti son slogan « America First » : faire passer « l'Amérique d'abord » signifie pour lui mener une politique isolationniste, avec un engagement international limité à des « deals » conclus, souvent sous la pression, en bilatéral.

Pendant sa campagne, Trump a par ailleurs mollement tenté de se distancier du « Projet 2025 » mis au point par l'Heritage Foundation, centre d'études hyperconservateur : un programme de gouvernement appelant à ce que les Etats-Unis s'affranchissent

de la Déclaration universelle des droits de l'homme et se retirent d'organisations internationales qui « agissent contre les intérêts américains ». Ciblant notamment « l'échec manifeste et la corruption » de l'OMS, il encourage la future administration à « ordonner un gel immédiat » de tous les paiements d'aide internationale.

Sa présidence. C'est surtout via les nombreux décrets signés dès le jour de son investiture qu'il s'est exprimé. Il a notamment estimé que « l'industrie de l'aide étrangère et la bureaucratie des Etats-Unis ne sont pas

alignées sur les intérêts américains et sont, dans de nombreux cas, contraires aux valeurs américaines ». Affirmant sans preuves que « la corruption » atteint à l'Usaid « des niveaux jamais vus », il a ordonné le gel de l'aide étrangère des Etats-Unis pour 90 jours. Dans un autre décret visant à retirer les Etats-Unis de l'OMS, il exhorte les agences fédérales à « identifier des partenaires américains et internationaux crédibles » capables « d'assumer les activités précédemment entreprises par l'OMS ».

Ses actes. Certes, Trump a signé le

retrait des Etats-Unis de l'OMS, mais ce départ ne sera effectif que douze mois plus tard, en janvier 2026. Par ailleurs, un juge américain a bloqué le 13 février le gel du versement des fonds de l'Usaid. Le 4 février, Trump a signé un autre décret exécutif visant à retirer les Etats-Unis de plusieurs instances de l'ONU dont le Conseil des droits de l'homme, une instance dont ils ne sont pas membre, mais seulement observateur, même si le mécanisme exact de retrait en tant qu'Etat observateur demeure incertain. V.K.